



## **FEDERATION DES CLUBS DE LA DEFENSE**

60 Bd Général Martial Valin  
CS21623  
Paris 15ème

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Le 14 mars 2024



Passionnément  
engagé.

## FEDERATION DES CLUBS DE LA DEFENSE

Exercice clos le 31 décembre 2023

### Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Aux Membres de l'assemblée générale de l'association

Mesdames, Messieurs,

#### OPINION

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération des Clubs de la Défense relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### FONDEMENT DE L'OPINION

---

##### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

#### BDO IDF

Société d'Expertise comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la région Paris-Ile-de-France  
Société de Commissariat aux Comptes inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes, rattachée à la CRCC de Versailles et du Centre  
RCS B 307 571 000 Versailles - Siret 307 571 000 00057 - Code APE 6920 Z  
SAS au capital de 5 365 000 euros - TVA intracommunautaire FR27307571000

## JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note « Faits caractéristiques » de l'annexe expose :

- les modalités retenues pour la valorisation des charges afférents à l'annulation du Raid de la Voie Sacrée en 2024 ;
- les modalités retenues pour la valorisation des charges et produits afférents aux cotisations pour la saison 2023/2024.

Dans la cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Fédération, nous avons examiné les modalités d'estimation de la provision liée aux avances versées au prestataire au titre Raid de la Voie Sacrée en 2024 et les modalités d'estimation du nombre d'adhérents pour la saison 2023/2024 ainsi que celles retenues pour leur correct rattachement à l'exercice, mis en œuvre des procédures pour suivre le nombre réel de licenciés à la date d'arrêté des comptes et nous nous sommes assurés que la note « Faits caractéristiques » de l'annexe fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## VERIFICATIONS SPECIFIQUES

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

## RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Directeur.

**RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Versailles, le 14 mars 2024.

BDO IDF

Représentée par Romain LUSSIANA

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

## Bilan

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Autres immob. incorporelles / Avances	516 748	464 603	52 144	67 097
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Autres immobilisations corporelles	197 454	144 980	52 475	53 067
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	275 500		275 500	277 000
<b>Total I</b>	<b>989 702</b>	<b>609 583</b>	<b>380 119</b>	<b>397 164</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks				
Avances et acomptes versés sur comm	141 520		141 520	22 760
Créances				
Autres créances	96 789		96 789	100 368
Divers				
Disponibilités	1 828 493		1 828 493	2 271 805
Charges constatées d'avance	335 282		335 282	302 032
<b>Total II</b>	<b>2 402 084</b>		<b>2 402 084</b>	<b>2 696 966</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>3 391 786</b>	<b>609 583</b>	<b>2 782 203</b>	<b>3 094 130</b>

## Bilan

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise	1 106 579	1 106 579
Autres fonds propres sans droit de reprise	1 106 579	1 106 579
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	424 835	492 693
Excédent ou déficit de l'exercice	-508 805	-67 858
Situation nette (sous-total)	1 022 609	1 531 414
<b>Total I</b>	<b>1 022 609</b>	<b>1 531 414</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
<b>Total II</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour charges	93 700	21 169
<b>Total III</b>	<b>93 700</b>	<b>21 169</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Découverts et concours bancaires	420	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	420	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	121 308	69 396
Dettes fiscales et sociales	74 896	68 705
Autres dettes	199 393	358 501
Produits constatés d'avance	1 269 877	1 044 943
<b>Total IV</b>	<b>1 665 894</b>	<b>1 541 547</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>2 782 203</b>	<b>3 094 130</b>

## Compte de Résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	2 434 650	2 402 846
Ventes de biens et de services	7 608	7 608
Ventes de prestations services	7 608	7 608
Produits de tiers financeurs	1 580 567	1 948 570
Concours publics et subventions d'exploitation	1 338 459	1 648 310
Ressources liées à la générosité du public	41 107	129 260
Contributions financières	201 000	171 000
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	95	5 156
Utilisation des fonds dédiés		23 455
Autres produits	172 640	170 756
<b>Total I</b>	<b>4 195 559</b>	<b>4 558 392</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	1 917 047	1 745 399
Aides financières	1 807 938	2 042 636
Impôts, taxes et versements assimilés	40 351	42 062
Salaires et traitements	522 333	525 516
Charges sociales	196 541	201 457
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	75 452	100 910
Dotations aux provisions	16 386	
Autres charges	3 068	3 316
<b>Total II</b>	<b>4 579 115</b>	<b>4 661 295</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-383 556</b>	<b>-102 903</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	25 045	5 855
<b>Total III</b>	<b>25 045</b>	<b>5 855</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
<b>Total IV</b>		
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>25 045</b>	<b>5 855</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-358 511</b>	<b>-97 049</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	9 098	48 422
<b>Total V</b>	<b>9 098</b>	<b>48 422</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	97 852	18 114
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions	56 145	
<b>Total VI</b>	<b>153 997</b>	<b>18 114</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>-144 899</b>	<b>30 308</b>
Impôts sur les bénéfices (VIII)	5 395	1 118
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>4 229 702</b>	<b>4 612 668</b>
<b>Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>4 738 507</b>	<b>4 680 526</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-508 805</b>	<b>-67 858</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Bénévolat	728 958	1 323 603

Compte de Résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
TOTAL	728 958	1 323 603
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Personnel bénévole	728 958	1 323 603
TOTAL	728 958	1 323 603



## Préambule

## VADEMECUM DE LA FÉDÉRATION DES CLUBS DE LA DÉFENSE

Édition septembre 2023

## HISTORIQUE

Née en 1959 sous la forme d'une association loi 1901 en tant qu'Union fédérale des clubs de la défense nationale et des forces armées (UFCDNFA), puis Union fédérale des clubs sportifs et artistiques des armées (UFCSAA) en 1966. Elle reçoit l'agrément du ministère des Sports pour devenir fédération sportive en 1992 et modifie dès lors ses statuts pour donner naissance à la Fédération des clubs sportifs et artistiques de la défense (FCSAD), devenue Fédération des clubs de la défense (FCD) en 2011.

## OBJECTIFS

- **Promouvoir** et **développer** les activités sportives et culturelles.
- **Contribuer** à la politique sociale du MINARM et **resserrer** les liens entre tous les membres de la communauté de défense.
- **Développer** le lien Armées-Nation en proposant des activités aux personnes extérieures à la communauté de défense.
- **Concourir** au maintien de la condition physique et morale du personnel MINARM.
- **Améliorer** l'accès au sport et à la culture pour les personnes en situation de handicap et **participer** à leur accompagnement.
- **Favoriser** la mixité sociale.

## ORGANISATION TERRITORIALE

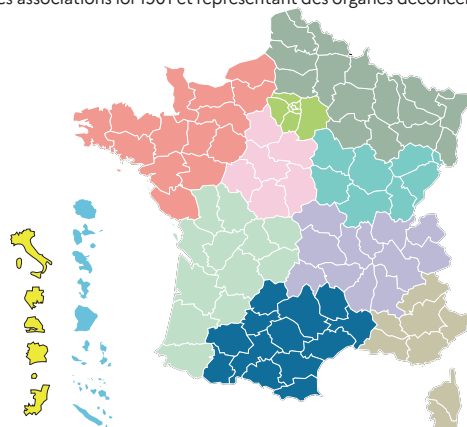
420 clubs constitués en associations loi 1901.

386 clubs répartis au sein de 9 ligues régionales métropolitaines, elles-mêmes associations loi 1901 et représentant des organes déconcentrés, financés par la FCD à hauteur de 2,80 € par licencié régional.

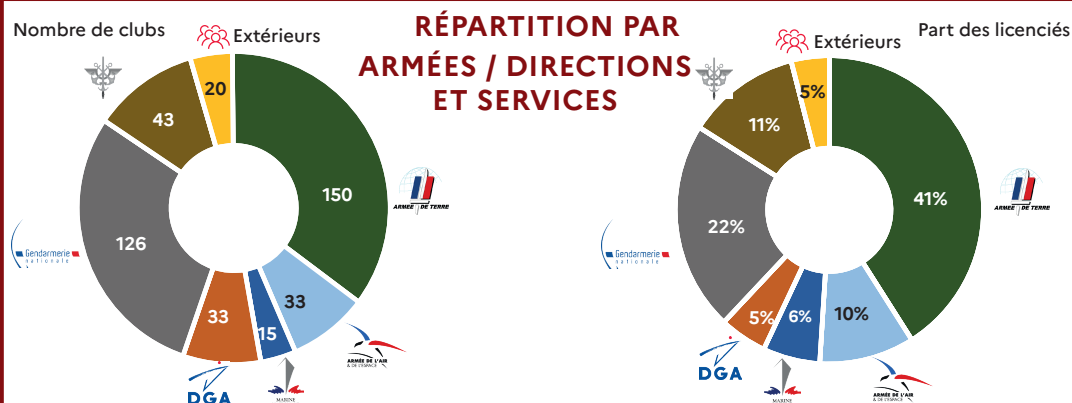
- Île-de-France : 55 clubs.
- Nord-Est : 52 clubs.
- Bourgogne-Franche-Comté : 18 clubs.
- Ouest : 46 clubs.
- Centre-Val de Loire : 32 clubs.
- Nouvelle Aquitaine : 55 clubs.
- Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse : 49 clubs.
- Auvergne-Rhône-Alpes : 40 clubs.
- Occitanie : 39 clubs.

Les clubs outre-mer et les sections à l'étranger sont quant à eux directement rattachés à la FCD.

- 29 clubs outre-mer.
- 5 sections à l'étranger.



Le siège de la FCD est implanté au fort de Montrouge à Arcueil (94 - Val de Marne) et se compose de 9 salariés, 1 personnel mis à disposition par le ministère des Armées et 2 personnels en contrat d'apprentissage.



## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FEDERATION DES CLUBS DE LA DEFENSE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 2 782 203 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 508 805 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 08/03/2024 par les dirigeants de l'association.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

## Règles et méthodes comptables

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 2 à 5 ans
- \* Matériel de transport : 4 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

## Faits caractéristiques

### Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Le nombre d'adhérents permanents pour la saison 2022/2023 s'élève à 134 864 adhérents contre 125 013 adhérents pour la saison 2021/2022 soit une hausse de 9 851 adhérents.

Il a été estimé pour la saison 2023/2024, un nombre d'adhérents de 140 000, conformément au budget prévisionnel. Ce nombre a été retenu pour le calcul des produits afférents aux cotisations.

### Autres éléments significatifs

Le Comité Directeur Fédéral du 9 février 2024 a décidé d'annuler le Raid Voie Sacrée 2024 et de résilier le contrat événementiel avec le prestataire en charge de l'organisation . Les dépenses engagées pour cet évènement et le risque de non recouvrement des avances engagées ont été comptabilisés en charges exceptionnelles sur l'exercice 2023.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentatio	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	489 148	27 600		516 748
Immobilisations incorporelles	489 148	27 600		516 748
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	81 808	5 085		86 893
- Matériel de transport	21 293	21 781		43 074
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	62 047	5 441		67 488
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	165 147	32 307		197 454
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	277 000	190 000	191 500	275 500
Immobilisations financières	277 000	190 000	191 500	275 500
ACTIF IMMOBILISE	931 295	249 907	191 500	989 702

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Elles représentent des avances remboursables accordées aux clubs et le solde des avances remboursables au 31 décembre 2023 s'élève à 275 500,00 euros.

Les avances ont été remboursées sur 2023 pour un montant de 191 500,00 euros

Six avances remboursables ont été accordées sur l'exercice 2023 pour un montant de 190 000,00 euros.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentatio	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	422 051	42 552		464 603
Immobilisations incorporelles	422 051	42 552		464 603
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	46 975	19 352		66 327
- Matériel de transport	21 293	3 570		24 862
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	43 812	9 978		53 790
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	112 080	32 899		144 980
ACTIF IMMOBILISE	534 131	75 452		609 583

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 707 571 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
<b>Créances rattachées à des participations</b>			
Prêts			
Autres	275 500	78 500	197 000
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
<b>Créances Clients et Comptes rattachés</b>			
Autres	96 789	96 789	
Charges constatées d'avance	335 282	335 282	
<b>Total</b>	<b>707 571</b>	<b>510 571</b>	<b>197 000</b>
<b>Prêts accordés en cours d'exercice</b>			
<b>Prêts récupérés en cours d'exercice</b>			

Produits à recevoir

	Montant
<b>PRODUITS A RECEVOIR</b>	96 789
<b>Total</b>	<b>96 789</b>

Parmi les produits à recevoir de 96 788,50 euros figurent :

- les partenariats au titre de 2023 pour un montant de 58 000,00 euros,
- la participation recettes CNSD pour un montant de 18 177,00 euros,
- la participation CNMSS aux licences 2023/2024 pour un montant de 14 189,50 euros

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommatio	A la clôture
Fonds propres sans droit de	1 106 579				1 106 579
Fonds propres avec droit de					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	492 693	-67 858			424 835
Excédent ou déficit de l'exerc	-67 858	67 858		508 805	-508 805
Situation nette	1 531 414			508 805	1 022 609
Fonds propres consommable					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Com					
TOTAL	1 531 414			508 805	1 022 609

La déficit de l'exercice clos au 31 décembre 2022 a été affecté en report à nouveau conformément à la décision prise en Assemblée Générale du 1er avril 2023.



## Notes sur le bilan

### Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisée de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
<b>Litiges</b>		56 145			56 145
<b>Garanties données aux clients</b>					
<b>Pertes sur marchés à terme</b>					
<b>Amendes et pénalités</b>					
<b>Pertes de change</b>					
<b>Pensions et obligations similaires</b>	21 169	16 386			37 555
<b>Pour impôts</b>					
<b>Renouvellement des immobilisations</b>					
<b>Gros entretien et grandes révisions</b>					
<b>Charges sociales et fiscales</b>					
<b>sur congés à payer</b>					
<b>Autres provisions pour risques et char</b>					
<b>Total</b>	<b>21 169</b>	<b>72 531</b>			<b>93 700</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
<b>Exploitation</b>		16 386			
<b>Financières</b>					
<b>Exceptionnelles</b>		56 145			

#### PROVISION POUR RISQUE

Suite à l'annulation du Raid de la Voie Sacrée 2024, une provision pour risque de non-restitution des avances de frais et prestations a été comptabilisée à hauteur de 56 145 euros.

#### PROVISION POUR INDEMNITE DE DEPART EN RETRAITE

Pour assurer une meilleure information, les modalités de calcul du passif social au titre de l'année 2023 intègrent une actualisation des engagements de retraite en fonction de l'ancienneté acquise par les salariés à la date de clôture.

L'engagement pour indemnité de départ en retraite est évalué au 31 décembre 2023 à 78 514 euros.

Un contrat d'assurance passif social a été ouvert auprès de la Société Générale en 2011 avec un versement initial de 44 000 euros. Ce contrat d'assurance est valorisé à 40 959 euros au 31 décembre 2023.

Pour ramener la provision au montant non couvert par le contrat d'assurance de 37 555 euros (78 514 euros - 40 959 euros), Il a été constaté une provision de 16 386 euros sur l'exercice 2023.

Le passif social calculé par la Société Générale prend en compte les hypothèses suivantes :

- de la table de mortalité TH 00-02 & TF 00-02
- du départ en retraite à 64 ans
- d'un taux d'actualisation de 3.70% au 31 décembre 2023

## Notes sur le bilan

- d'un taux de progression des salaires de 2%
- d'un taux de charges sociales de 48%

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 665 894 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un a	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
<b>Emprunts obligataires convertibles (*)</b>				
<b>Autres emprunts obligataires (*)</b>				
<b>Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :</b>				
- à 1 an au maximum à l'origine	420	420		
- à plus de 1 an à l'origine				
<b>Emprunts et dettes financières divers (*) (</b>				
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	121 308	121 308		
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	74 896	74 896		
<b>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</b>				
<b>Autres dettes (**)</b>	199 393	199 393		
<b>Produits constatés d'avance</b>	1 269 877	1 269 877		
<b>Total</b>	<b>1 665 894</b>	<b>1 665 894</b>		
<b>(*) Emprunts souscrits en cours d'exercic</b>				
<b>(*) Emprunts remboursés sur l'exercice</b>				
<b>(**) Dont envers les associés</b>				

#### Charges à payer

	Montant
<b>FOUR.-FACT.NON PARVENUES</b>	102 759
<b>PERSONNEL CHARGES A PAYER - CET</b>	22 064
<b>CHARGES SOCIALES A PAYER - CET</b>	11 548
<b>CHARGES A PAYER</b>	198 641
<b>Total</b>	<b>335 013</b>

Dans le poste Factures non parvenues, figurent notamment:

- le solde des honoraires 2023 du Commissaire aux Comptes pour un montant de 12 310 euros

Notes sur le bilan

- les quittances assurances pour un montant de 62 815 euros
- les charges pour les séminaires Quiberon pour un montant de 15 114,14 euros
- les remboursements de stage pour un montant de 6 544,60 euros.

Dans les charges à payer, figurent notamment :

- L'aide à l'emploi aux ligues pour 99 000,00 euros
- L'aide financière au CNSD pour 35 937,92 euros
- Le versement des subventions (Course du Bleuët, Cadets de la Défense) pour 7 800 euros
- Les partenariats RVS de TEGO et BFM à restituer pour 55 000 euros

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES AVANCE	282 525		
TS HOMME INTERSPORT	1 643		
TS FEMININ INTERSPORT	205		
TEE SHIRT VIP INTERSPORT	1 725		
MEDAILLES/REVERS+RUBAN 70 MM	2 374		
MEDAILLES DOREES SS B+ECR 70MM	896		
STOCK FOULARD SOIE	2 106		
STOCK FOULARS POLYESTER	6 528		
STOCKS STYLOS CROSS VIP	72		
STOCK DOSSARD DE SKI	2 000		
MEDAILLES VIP + ECRINS	7 401		
TEE SHIRT AUX SPORTS JEUNE CITOYEN	460		
STOCKS JEUNES CITOYENS INTERSPORT	13 042		
MEDAILLES SPORT CHAMPIONNATS 80 MM	10 395		
MEDAILLES SPORTS CHAMPIONNATS 60 MM	2 229		
T-SHIRT LECOQ TENNIS	793		
SWEAT PRESENTATION	870		
POLO TENNIS INTERSPORT	1 375		
SOFTSHELL ERIMA INTERSPORT	1 162		
SAC A DOS INTERSPORT	301		
TSHIRT HOMMES&FEMMES	136		
TEE SHIRT HOMMES ET FEMMES	3 070		
TEE SHIRT ORGANISATEURS	1 016		
STYLO VIP CROSS	4 131		
Total	346 455		

Notes sur le bilan

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES AVANCE	1 269 877		
Total	1 269 877		

Les produits constatés d'avance comptabilisés en fin d'exercice correspondent à la quote part 2024 des licences encaissées pour la saison 2023/2024.

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitati		1 338 459				1 338 459
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investiss						
						1 338 459

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	58	
Dons, libéralités	4 000	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	76 697	
Provisions pour risques et charges	56 145	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		102
Produits exercices antérieurs		8 996
Charges exercices antérieurs	17 097	
TOTAL	153 997	9 098

Parmi les autres de charges exceptionnelles sur opérations de gestion d'un montant de 76 697,33 euros figurent les dépenses réalisées pour l'organisation du Raid de la Voie Sacrée pour un montant de 68 225,09 euros.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 12 personnes dont 1 apprenti.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	3	1	4	4
Employés	2	6	8	8
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	5	7	12	12

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

L'association ne compte qu'un seul cadre dirigeant rémunéré, en conséquence aucune rémunération et avantage en nature ne peuvent être communiqués, cela reviendrait à communiquer une information individualisée.

Le président ainsi que les autres membres du Comité Directeur ne perçoivent aucune rémunération.

## Autres informations

### Contributions volontaires

	N	N-1
<b>Ressources</b>		
Bénévolat	728 958	1 323 603
Prestations en nature		
Dons en nature		
<b>Total</b>	<b>728 958</b>	<b>1 323 603</b>
<b>Emplois</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	728 958	1 323 603
<b>Total</b>	<b>728 958</b>	<b>1 323 603</b>

Le bénévolat des structures institutionnelles a été évalué à 728 958 euros :

- soit pour 12 membres du bureau, 359 205 euros après avoir estimé 10 263 heures de bénévolat calculées au taux horaire du Salaire Minimum Conventionnel (S.M.C) du groupe 8 de la Convention Collective (CC) du Sport valorisé de 5.5% et majoré des charges sociales.

- soit pour 25 membres du CD/Chargés de mission/conseil éthique, 275 275 euros après avoir estimé 11 011 heures de bénévolat calculées au taux horaire du S.M.C du groupe 6 de la CC du Sport valorisé de 5.5% et majoré des charges sociales.

- soit pour 50 membres du CTS/CTC, 94 478 euros après avoir estimé 4 972,50 heures de bénévolat calculées au taux horaire du S.M.C du groupe 5 de la CC du Sport valorisé de 5.5% et majoré des charges sociales.

La fédération bénéficie de la mise à disposition de locaux : la valorisation n'ayant pas été communiquée, celle-ci n'a pas été comptabilisée.

Il en est de même pour la mise à disposition d'un salarié.